

**Délibération n° 2020-07-28/1**

**Objet : Délégations du Conseil municipal au Maire en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU MARDI 28 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le mardi vingt-huit juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 22 juillet 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Secrétaire de séance : Laurie BELTRA**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE  
Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI  
Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER – Patricia NIVESSE  
Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO – Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA  
Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS – Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absent représenté : Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO**

---

**Monsieur le Maire rapporte :**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-22 et L2122-23 ;

Visant une meilleure efficacité dans la gestion des affaires courantes, le législateur offre la possibilité au Conseil municipal de déléguer au Maire un certain nombre d'attributions qui relèvent de sa compétence et dont l'exercice implique normalement une délibération de l'Assemblée.

Cette délégation est une délégation de pouvoir qui a pour effet de dessaisir le Conseil municipal au profit du maire, qui devient seul compétent en ces matières.

Dès lors, les décisions peuvent être prises à tout moment par le maire, permettant ainsi une souplesse et une réactivité plus grandes.

Le Conseil municipal est tenu informé des décisions prises par le maire sur délégation à chacune des réunions obligatoires du Conseil, soit au moins une fois par trimestre.

Le Conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation.

Sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18.

Sauf disposition contraire dans la délibération, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par le Conseil municipal.

L'ensemble des attributions pouvant être déléguées au Maire, dans les limites fixées par le Conseil municipal, sont énumérées à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

➔ déléguer au Maire, pour la durée du mandat, les attributions suivantes :

1° arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° fixer, dans la limite de zéro euros à 15 000,00 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° procéder, dans les limites des recettes prévues par les budgets et les décisions modificatives votées en conseil municipal et dans les limites fixées ci- après, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.

Les emprunts pourront être à court, moyen ou long terme, libellés en euros, avec possibilité d'un différé d'amortissement et ou d'intérêt, avec taux d'intérêt fixe ou indexé (révisable/ variable),

Le Maire est autorisé notamment :

- à lancer les consultations auprès de plusieurs établissements financiers,
- à retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- à passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée
- à résilier l'opération arrêtée
- à signer les contrats afférents
- à définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement ;
- à procéder à des tirages échelonnés dans le temps ;
- à procéder à des remboursements anticipés des emprunts en cours et/ou consolidation, à contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restants dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices ;
- pour les réaménagements de dette, à avoir la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, la possibilité d'allonger ou de réduire la durée du prêt, la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement ;
- à conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus
- Plus généralement il pourra décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer à cet effet les actes nécessaires ;

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil municipal.

4° prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres dans la limite de 300 000,00 € hors taxes ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code pour les propriétés bâties ou non bâties, dans les zones urbaines, à urbaniser ou naturelles du PLU;

16° intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle, tant devant les juridictions administratives, judiciaires ou pénales, que ce soit en 1<sup>ère</sup> instance, en appel, en cassation ou en référé, toutes les actions permettant à la commune de Pérols de faire respecter ses droits à l'égard de l'État, ainsi qu'à l'égard de toutes les autres personnes morales ou physiques et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000,00 €, dans les cas énumérés ci-dessous :

- Les contentieux des POS et PLU, de tous les documents d'urbanisme relatifs au territoire de la commune ainsi que toutes les décisions et autorisations délivrées, de façon générale, en application de dispositions du code de l'urbanisme ou du règlement d'urbanisme local,
- Les actions pénales engagées en toute matière par la commune sur citation directe ou plainte ou plainte avec constitution de partie civile,
- Les référés de toute nature et devant toutes les juridictions à l'effet de faire cesser un trouble manifeste ou qui seraient commandés par l'urgence,
- Les recours dirigés contre les délibérations du conseil municipal,
- Les décisions et arrêtés municipaux ou tout acte administratif susceptible de recours pour excès de pouvoir,
- Les autorisations et activités des services décentralisés, que la défense soit assurée directement ou par la mise en jeu d'une assurance adaptée,
- Les recours et contentieux dirigés contre les contrats de la commune, qu'il s'agisse d'un marché public, de concessions de service public, d'affermage et ce, quel que soit le stade de passation ou d'exécution du contrat,

- Les contentieux mettant en cause des finances ou le budget de la commune,
- Les affaires liées à l'occupation du domaine privé ou public de la commune, toutes les affaires et contentieux relatifs à la gestion des domaines de la commune, privés ou publics, toutes affaires et contentieux relatifs aux conventions ou contrats liant la commune à des tiers, toutes affaires et contentieux relatifs aux transaction (cession ou acquisition) sur des biens communaux,
- Les contentieux relatifs aux autorisations d'ouverture des commerces, soldes, ventes, liquidations et toutes autres autorisations nécessaires pour l'exploitation d'établissement ou l'exercice d'activités professionnelles,
- Toutes affaires liées aux travaux publics, communaux et aux marchés de travaux,
- Toutes affaires et contentieux mettant en jeu la responsabilité civile, pénale, administrative de la commune, soit en défense directe soit par le biais d'une assurance adaptée,
- Les contentieux liés aux expropriations, à l'exercice du droit de préemption et ce, à tout stade de la procédure, quand bien même les actes administratifs contestés n'émaneraient pas de la commune,
- Toute affaire relative à la contestation des titres exécutoires,
- Toutes affaires, contentieux liés à la gestion du personnel communal,
- Les constitutions de parties civiles devant les juridictions répressives dans les cas où la commune est victime d'agissements délictueux de nature à lui causer un préjudice moral ou matériel,

17° régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, dans la limite de 15 000,00 € ;

18° donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

20° réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 800 000,00 € ;

21° exercer ou déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code, dans les deux périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat définis en annexe de la délibération du 5 décembre 2019 ;

22° exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

24° autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

26° demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions; selon la condition suivante : lorsque le projet aura été soumis pour avis à la commission municipale afférente ;

27° procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux d'un montant inférieur ou égale à 500.000 € hors taxes ;

28° exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29° ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ;



- rappeler que les décisions prises en application de la présente délibération peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L. 2122-18.
- décider que les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par l'adjoint délégué.
- autoriser le Maire pour la durée du mandat à subdéléguer en faveur du responsable des services techniques la signature des bons de commande exclusivement nécessaires à l'activité des services techniques municipaux et ce jusqu'à 1000,00 € maximum par bon de commande.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 22 voix (4 abstentions : I. Gianiel – P. Cattin Vidal – V. Chireux – L. Chamard Bois / 3 contre : C. Prost – L. Taton – C. Sarochar).

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 28 juillet 2020  
Le Maire  
Jean-Pierre RIGO

